

*Questions orales*

les doutes que le très honorable représentant a laissé planer sur cette question.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LES DIFFÉRENDS OUVRIERS****LE RECRUTEMENT DE BRISEURS DE GRÈVE POUR TRAVERSER DES PIQUETS DE GRÈVE LÉGALEMENT ORGANISÉS**

**M. Arnold Peters (Timiskaming):** Monsieur l'Orateur, il est bien difficile de suivre quelqu'un qui parle de Paradise Hill surtout quand on cherche à s'adresser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Sait-il qu'un âpre différend oppose la direction aux travailleurs de l'usine de Boisé Cascade à Kenora et aussi que les bureaux d'emploi de Thunder Bay et de Winnipeg recrutent des briseurs de grève pour conduire des camions et des voitures à travers les piquets de grève légalement organisés, sous escorte d'agents de police de l'Ontario? Si le ministre sait que l'on offre ce genre d'emploi avec prime de risques et autres dédommagements exceptionnels, accepte-t-il que les bureaux de la CCEI viennent en aide à la direction alors que l'embauche de mercenaires ne peut qu'envenimer une situation déjà explosive?

**L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, la chose la plus difficile à faire pendant une grève c'est d'essayer d'observer la neutralité. En fait, on serait porté à prendre parti pour les travailleurs de l'usine ou tout au moins, ceux qui sont en grève, car nous disons bien aux candidats—c'est-à-dire à ceux qui voudraient peut-être accepter ces emplois, lorsque l'employeur en offre—que les employés de l'usine sont en grève et que s'ils refusent l'emploi qu'on leur offre, ils ne seront pas rayés des listes de l'assurance-chômage. Nous leur disons également que personne ne bénéficiera de subventions à la mobilité. Mais les employeurs comme les employés cotisent au programme, en acquittent les frais et j'estime que nous avons une obligation envers les deux parties. Le député me comprendra si je lui dis qu'il est très difficile en de pareils moments de rester neutre.

**M. Peters:** Monsieur l'Orateur, j'ai lu un grand nombre d'offres d'emploi mais je n'en avais jamais vu où le ministre lui-même indique la présence de risques, risques qui donnent droit à une prime cependant, qu'un salaire élevé est attaché au poste, que les intéressés devront voyager par avion et qu'ils devront conduire des véhicules escortés par la police. Le ministre peut-il nous dire si une offre de ce genre qui s'adresse de toute façon à des mercenaires, n'est pas contraire à nos méthodes normales d'embauche?

[M. Lang.]

**M. Cullen:** Monsieur l'Orateur, si nous nous abstenions de préciser aux candidats les conditions particulières à ce type d'emploi, on pourrait peut-être nous le reprocher à juste titre. C'est loin d'être facile. Je pense que notre devoir est de préciser ces conditions et je le répète, personne n'est pénalisé s'il refuse d'accepter l'emploi dans de pareilles circonstances.

\* \* \*

**LES AFFAIRES INDIENNES****ON DEMANDE UNE REMISE EN QUESTION DU PROJET DE RÉDUCTION DES CRÉDITS DES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT DESTINÉS AUX INDIENS**

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je pourrais peut-être en son absence m'adresser à son secrétaire parlementaire.

Étant donné que le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a laissé entendre récemment que les crédits des programmes d'enseignement destinés aux Indiens allaient être réduits et que des bandes de tout le pays ont manifesté de l'inquiétude à cet égard et étant donné les instances présentées récemment par les chefs des Robinson-Huron, lors d'une réunion avec le ministre, puis-je savoir si le ministre a eu l'occasion de s'entretenir de cette affaire avec ses collègues du cabinet et avec les membres du Conseil du Trésor pour que l'on restitue les crédits destinés aux programmes d'enseignement des autochtones?

**M. Hugh A. Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, il est exact que certains programmes d'enseignement secondaire du ministère ont fait l'objet de restrictions à cause de la politique d'austérité mais, étant donné les instances présentées par les députés dont celui d'Algoma, le ministre va revoir l'allocation des crédits à l'enseignement. J'espère avoir de bonnes nouvelles à ce sujet dans le courant de la semaine prochaine.

\* \* \*

● (1500)

**LES PIPE-LINES DU NORD****LE PROGRAMME D'ACHAT CONCERNANT LA ROUTE DE L'ALASKA**

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au vice-premier ministre, que l'on surnomme affectueusement le tsar du pipe-line. Il a tout fait pour que nous adoptions le bill sur le pipe-line et a pris bien soin de nous assurer que tout allait à merveille en ce qui concernait les États-Unis. En fait, son collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a même déclaré, le 20 février dernier, en réponse à une question d'un député libéral: